

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ÉTIENNE

SAINT-ÉTIENNE, le 02/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES CARRIERES DE TREMA

LE PATURAL
43210 Bas-en-Basset

Références : UID4243 MEA 023 0322
Code AIOT : 0006101130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2023 dans l'établissement LES CARRIERES DE TREMA implanté Le Bois Domois 42130 Ailleux. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIERES DE TREMA
- Le Bois Domois 42130 Ailleux
- Code AIOT : 0006101130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMTP a bénéficié d'un arrêté préfectoral (19/04/2017) autorisant le renouvellement et l'extension de la carrière pour une durée de 30 ans.

L'arrêté du 4 octobre 2018 a autorisé le changement d'exploitant au profit de la société LES CARRIERES DE TREMA.

La production maximale autorisée est de 70 000 tonnes/an et en moyenne de 50 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à l'inspection précédente

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite inspection précédente - Accès	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 23.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suite inspection précédente - Bornage	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 18	/	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 20	/	Sans objet
5	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 11		
6	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 33	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour but principal de vérifier la prise en compte des constats précédents. L'exploitant a fourni les éléments nécessaires pour justifier le bornage de l'ensemble du périmètre et a fait réaliser les mesures de poussières (PM2.5 et PM10) prévues par son arrêté préfectoral. Concernant la conduite de l'exploitation, le porter à connaissance, nécessaire suite aux préconisations de l'étude géotechnique, n'a pas été réalisé. **Aucun tir de mine ne pourra être effectué sur le site tant que ce porter à connaissance n'aura pas été déposé et instruit.** Concernant les accès, une évolution favorable a été constatée avec la mise en place d'une clôture fixe côté bassin de décantation mais il n'y a toujours pas de portail et la partie gauche de l'entrée n'est toujours pas pourvue d'une clôture fixe empêchant l'accès à la carrière. **Ce point ayant déjà été relevé à plusieurs reprises fait l'objet d'une proposition de mise en demeure (délai : 3 mois).**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection précédente - Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 16
Thème(s) : Autre, Accès au site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation et de toute autre zone dangereuse.</p> <p>Point particulier : cette clôture doit être implantée à 10 mètres de la limite Nord de la parcelle n° 93 qui ne fait l'objet d'aucune intervention (zone Natura 2000).</p> <p>Le danger, présenté notamment par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place. L'accès aux bassins de collecte des eaux internes sera protégé par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés (bouée, ligne de vie, ...) seront disponibles à proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la précédente inspection, l'exploitant devait finaliser la clôture, mettre en place une barrière verrouillable à l'entrée du site.</p> <p>Une clôture fixe a été installée le long du bassin, à gauche de l'entrée.</p> <p>En revanche, le portail et la clôture à gauche de l'entrée ne sont toujours pas mis en place</p>

(barrière amovible HERAS).
Cette non conformité persistante fait l'objet d'une proposition de mise en demeure avec un délai de 3 mois.
Concernant l'accès au sommet de la carrière par le chemin situé au nord, le portail a été complété par une clôture de part et d'autre pour empêcher l'accès au piéton. La photo des aménagements a été transmise comme demandé lors de la dernière inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suite inspection précédente - Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 18
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 19/10/2023, le plan de bornage effectué le 6/09/2007 sur la partie Nord du site (non modifiée dans le cadre de la dernière demande de renouvellement et d'extension). L'exploitant dispose d'un bornage sur l'ensemble du périmètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 20
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation (cf. plan de phasage annexé au présent arrêté) doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Loire. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans. L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.
Constats : Selon la coupe de la phase 1 annexée à l'arrêté préfectoral : - Talutage à 45°/50° d'est en ouest et du Nord vers le Sud sur 20 mètres de hauteur maximale - Banquette de 10 mètres de largeur à la côte 550, - Banquette provisoire de 20/25 mètres de largeur à la côte 538.

<p>Selon le plan d'exploitation mis à jour en janvier 2023, la banquette à la côte 550 est pratiquement dans son état final. En revanche des travaux sont encore à prévoir pour finaliser une large banquette à la côte 538. De même, la piste d'accès sur le côté sud ne permet pas d'accéder aux banquettes.</p> <p>L'exploitant affirme que la banquette à la côte 550 sera complètement terminée, remise en état incluse avec apport de terre végétale dans le courant de l'hiver 2023/2024. La banquette de la côte 538 devrait être finalisée fin 2024.</p> <p>On observe donc un léger retard de phasage, lié à la reprise du carreau, l'amorce de la piste et la création du bassin de décantation.</p> <p>Pour rappel, l'exploitant doit mettre en œuvre les engagements pris dans son demande d'autorisation en terme de réaménagement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 23.1
Thème(s) : Autre, Etude géotechnique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière doit être conduite conformément à l'étude géologique et structurale jointe au dossier. Elle doit notamment satisfaire aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - création d'une plateforme provisoire intermédiaire à la cote de niveau 530 m NGF - les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres - en cours d'extraction, la pente des gradins est adaptée de manière à assurer en toute circonstance la stabilité des terrains - les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale de 10 mètres - la progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes - conformément aux conclusions de l'étude géologique et structurale, la géométrie des gradins et banquettes doit être conservée en cours et en fin d'exploitation - aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 478 m NGF. <p>Constats :</p> <p>Le porter à connaissance n'a pas été déposé.</p> <p>Les travaux d'extraction se sont concentrés sur la partie sud jusqu'à la côte 530 (Il n'y pas eu de travaux sur les fronts sommitaux). Le dernier tir a eu lieu au sud pour former une amorce de banquette à la côte 493.</p> <p>Selon l'exploitant la prise en compte des préconisations de l'étude géotechnique ne modifierait pas le phasage global prévu dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet, conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, toute modification des conditions d'exploitation. Ce porter à connaissance rendra compte de tous les éléments techniques permettant d'évaluer l'importance des modifications souhaitées vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté préfectoral. Il devra être déposé dans un délai maximal d'un mois.</p> <p>Les tirs de mine sont interdits jusqu'au dépôt et instruction du porter à connaissance.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 11
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau, - les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, des gradins,,), - les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux, - les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction, - les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation, daté de janvier 2023. Ce plan a été largement complété par rapport au précédent, en indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des côtes sur toute la superficie de la carrière, - le délimité de la zone Natura 2000 - le secteur qui a été exploité sur l'année 2022.
Pour rappel, les plans d'exploitation doivent être transmis à l'inspection des installations classées par courrier dès réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de émissions de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une campagne de mesures de poussières (PM10 et PM 2,5) dans l'environnement devra être réalisée dans la première année d'exploitation. Un réseau de capteurs pour mesure des retombées de poussières doit être mis en place en périphérie de la carrière. Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de trois plus un témoin hors zone d'influence de la carrière, sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées.</p>

L'exploitant fait procéder à ces mesures en période sèche pendant une période continue d'exploitation de 15 jours. Ce contrôle est effectué selon des méthodes normalisées et par un organisme qualifié.
<p>Constats :</p> <p>Les mesures de poussières (PM 10 et PM 2.5) ont été réalisées du 22 septembre au 6 octobre 2023. L'exploitant a fourni le jour de l'inspection une lettre du laboratoire ITGA qui en atteste. Les résultats ne sont pas encore connus.</p> <p>Dès réception, l'exploitant transmettra les résultats d'analyses à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet